



Chapitre C-30

LOI SUR LES COLPORTEURS

- Réserve.** **1.** Rien dans la présente loi ne libère un colporteur de l'obligation de détenir un permis sous l'autorité de la Loi sur la protection du consommateur (chapitre P-40), et de se conformer aux dispositions de cette loi.
- S. R. 1964, c. 190, a. 1; 1971, c. 74, a. 122.
- «colporteur».** **2.** Le mot «colporteur» signifie toute personne qui porte elle-même ou transporte avec elle des objets, effets ou marchandises, avec l'intention de les vendre dans les limites d'une municipalité locale.
- S. R. 1964, c. 190, a. 2.
- Licence municipale.** **3.** Le conseil de toute municipalité locale qui n'est pas déjà autorisé à l'effet des présentes par une loi spéciale, peut, par simple résolution, imposer, sous forme de licence, une taxe payable par tout colporteur pour exercer son commerce dans cette municipalité.
- S. R. 1964, c. 190, a. 3.
- Coût de la licence.** **4.** Le montant de cette licence ne peut être moindre que cinq dollars ni dépasser cent dollars, et peut varier selon que le colporteur porte ses ballots d'effets et marchandises ou se sert d'un véhicule.
- S. R. 1964, c. 190, a. 4.
- Durée.** **5.** Cette licence expire le dernier jour d'avril suivant la date de son émission.
- S. R. 1964, c. 190, a. 5.
- Infraction et peine.** **6.** Toute personne qui, dans une municipalité où une taxe est imposée sous l'autorité de la présente loi, colporte sans licence à cet effet, ou qui refuse de faire voir sa licence aux personnes indiquées à l'article 7 de la présente loi, est coupable d'une infraction et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars, et, à défaut du paiement

de ladite amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

S. R. 1964, c. 190, a. 6.

Exhibition de la licence.
Arrestation. Saisie. Vente à
l'enchère.

7. Tout maire, ou autre membre du conseil, ou tout officier municipal, ou tout constable ou officier de paix, peut demander à un colporteur de lui montrer sa licence pour l'année courante, et, au cas de refus ou à défaut par le colporteur d'avoir telle licence, ou si ce dernier a autrement enfreint une disposition de la présente loi ou de la résolution passée sous son autorité, il peut arrêter ce colporteur et le détenir sans mandat, pourvu que dans un délai raisonnable il soit conduit devant un magistrat ayant juridiction; ou ce maire, membre du conseil, officier ou constable peut, à son choix, sans arrêter le colporteur, saisir les objets, marchandises et effets trouvés en la possession de ce colporteur, ainsi que les contenants et les véhicules dans lesquels ils se trouvent et l'animal servant à les porter ou transporter, et cette saisie est sujette à confirmation par le tribunal, et tout ce qui a été saisi doit, lorsqu'il en est ainsi adjugé par le tribunal, être vendu à l'enchère, et le produit de la vente appartient à cette municipalité.

S. R. 1964, c. 190, a. 7.

Exemptions:

8. Les personnes suivantes ne sont pas tenues de prendre une licence de colporteur en vertu de la présente loi:

Brochures;

1° Celles qui vendent et colportent des brochures (*tracts*) de tempérance ou d'autres publications morales ou religieuses sous la direction d'une société de tempérance ou d'une société de bienfaisance ou religieuse du Québec, et les personnes employées par une de ces sociétés pour colporter et vendre ces brochures ou publications, sous la direction de cette société;

Proclamations;

2° Celles qui vendent et colportent:

Des actes de la Législature;

Des livres de prières ou des catéchismes;

Des proclamations, gazettes, almanachs ou autres documents imprimés et publiés par autorité;

Du poisson, des fruits, du combustible, du bois de chauffage, du charbon, des huiles de charbon ou lubrifiantes, de la gazoline, et des victuailles, excepté le thé et le café;

Des objets, effets et marchandises autres que des drogues, médecines ou remèdes brevetés, quand ces objets sont colportés et vendus par un fabricant ou un ouvrier, lequel est un sujet britannique résidant au Québec, ou par ses enfants, apprentis, agents ou domestiques;

Chaudronniers;

3° Les chaudronniers, tonneliers, vitriers, raccommodeurs de harnais, ou autres personnes faisant métier de réparer des chaudières,

cuves, ustensiles et meubles de ménage, pour aller par les chemins exercer leur industrie;

Revendeurs.

4° Les revendeurs ou les personnes ayant des étaux ou bancs sur les marchés d'une municipalité locale, pour vendre, en se conformant aux règlements de police de la municipalité locale, du poisson, des fruits, des victuailles, des effets ou marchandises dans ces étaux ou sur ces bancs.

S. R. 1964, c. 190, a. 8.

Loi non applicable.

9. La présente loi ne s'applique pas aux municipalités locales où il est imposé des licences ou taxes de commerce par règlement en vertu du Code municipal, ou de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19).

Permis obligatoire pour
obtenir licence.

La licence imposée en vertu de la présente loi ne peut être émise et le montant ne peut en être perçu que si le colporteur a préalablement obtenu un permis conformément à la Loi sur la protection du consommateur (chapitre P-40), et que si ce colporteur exhibe préalablement ce permis à l'officier municipal chargé d'émettre une licence en vertu de la présente loi.

S. R. 1964, c. 190, a. 9; 1971, c. 74, a. 123.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 190 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-30 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 190

Chapitre C-30

**LOI DES COLPOR-
TEURS**

**LOI SUR LES COLPOR-
TEURS**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 9

1 - 9

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

